

Aux origines de l'aventure européenne : les années 1960 et 1970

Robert Chabbal



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/9242>

DOI : [10.4000/histoire-cnrs.9242](https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.9242)

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2010

Pagination : 8-17

ISBN : 978-2-271-07114-9

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Robert Chabbal, « Aux origines de l'aventure européenne : les années 1960 et 1970 », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 25 | 2010, mis en ligne le 15 octobre 2012, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/9242> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.9242>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

Aux origines de l'aventure européenne : les années 1960 et 1970

Robert Chabbal

- 1 Mon propos aura bien entendu souvent un caractère personnel. Dans les années 1950, mes souvenirs sont ceux d'un chercheur, dans les années 1960, ceux d'un directeur de laboratoire, et dans les années 1970, ceux d'un directeur scientifique puis d'un directeur général du CNRS. D'une manière générale, j'ai vécu pendant ces trente années le développement de l'international, la dimension européenne constituant un aspect de ce développement.
- 2 En 1949-1950, j'ai commencé à travailler en laboratoire avec la chance extraordinaire de le faire sous la direction de Pierre Jacquinet, dont la mémoire est très présente au CNRS. La situation, pour un jeune chercheur, était encore franco-française, l'international n'étant pas du tout présent dans les laboratoires, à de rares exceptions près. Nos publications paraissaient dans des revues d'intérêt national, ou quelquefois local. Mon premier article a ainsi été publié dans le journal des recherches de Bellevue.
- 3 Les physiciens nucléaires et des hautes énergies faisaient toutefois exception : pour travailler, il leur fallait de gros équipements qu'ils ne pouvaient trouver qu'aux États-Unis. Il y a donc eu un exode massif, soit de manière temporaire, soit de manière plus permanente, vers les États-Unis. Ce « *brain drain* » a eu des résultats finalement très positifs quand la recherche et l'enseignement supérieur se sont développés en France, dès le début des années 1960, car ces chercheurs sont revenus des États-Unis avec des habitudes de travail, de niveau de recherche et d'internationalisation supérieures à celles que nous connaissions.

« L'électrochoc de la rencontre internationale »

- 4 Dans notre laboratoire, quel a été le facteur déclenchant ? Nous avons pris une bonne avance en spectroscopie interférentielle et Pierre Jacquinet a eu l'audace d'organiser,

en 1955 ou en 1956, un colloque international réunissant la fine fleur de la spectroscopie. Nous avons utilisé les moyens du bord car le CNRS n'avait pratiquement pas de crédits. Les chercheurs du laboratoire ont donc retroussé leurs manches. Un tel colloque représentait une première à Bellevue. Mais cette expérience a été fantastique pour nous et pour tous les participants : les gens se sont vus, se sont reconnus, ils avaient lu les articles des uns et des autres et, je m'en souviens, l'ambiance était extraordinaire. Subitement, les chercheurs ont réalisé qu'ils appartenaient à une communauté scientifique internationale. Cette notion, banale aujourd'hui, n'existait pas à l'époque.

- 5 Une des conséquences de cette rencontre est que nous avons été invités à travailler dans des laboratoires étrangers, notamment anglais, mais essentiellement américains. Nous y avons découvert la science américaine avec tout ce qu'elle avait de dynamique et de riche. Nous avons réalisé, en allant aux États-Unis, que nous avions des relations avec eux, certes de plus en plus nombreuses, mais sans commune mesure avec les relations qu'ils avaient entre eux. Je me souviens que je m'étais dit à l'époque qu'il fallait vraiment corriger cela, ce qui a abouti vers 1964 à la création de la société européenne de spectroscopie atomique. Nous avons donc décidé, en utilisant l'expression « d'électrochoc de la rencontre internationale », qu'une fois par an tous les chercheurs se rencontreraient. On est confortablement dans son laboratoire, le travail avance, on s'imagine qu'on est tout seul à le faire, et puis tout d'un coup on s'aperçoit qu'il y en a d'autres qui font la même chose, parfois mieux et plus vite. Il était donc nécessaire d'avoir des relations de proximité comme les Américains en avaient entre eux.
- 6 Cette tendance s'est développée dans les années 1960, mais pas très rapidement : lorsque j'étais directeur de la physique au début des années 1970, les publications des chercheurs restaient encore très locales et extrêmement peu nombreuses dans les revues internationales. Je me rappelle avoir tapé sur la table en disant : « Dorénavant vous pouvez rayer de votre rapport les publications qui ne sont pas internationales ! » Il y a eu pas mal de bruit, mais les chercheurs ont finalement suivi. Bref, l'international est maintenant une notion évidente, qui fait profondément partie de la vie des chercheurs, mais il s'agit du résultat d'une évolution très progressive.

« L'aventure de la *Big Science* »

- 7 En parallèle, il faut évidemment parler de l'aventure de la *Big Science*. Pour faire face au départ des chercheurs des hautes énergies et nucléaires, les États de l'Europe ont décidé la création très rapide – et je dirais à la limite très prématurée – du CERN en 1954. Les premiers appareils ont été mis en fonction en 1956-1958, ce qui a effectivement eu l'effet recherché puisque les physiciens partaient moins aux États-Unis, que d'autres sont revenus, mais l'effet d'entraînement était encore limité par l'absence de grand projet commun au sein de cette nouvelle structure.
- 8 Il faut aussi mentionner l'aventure spatiale, après le lancement de Spoutnik en 1957, et la création de la NASA aux États-Unis en 1958, le CNES est créé en France en 1961. Jean Coulomb, l'un des grands directeurs généraux du CNRS, a pris ensuite la direction du CNES. Dans la foulée, l'ESRO¹ a été créée en 1964 sous la présidence d'un Français, Pierre Auger. L'ESRO a mis au point des satellites, une dizaine en tout, issus de la recherche européenne. Mais il y a eu un échec retentissant, l'ELDO², pour le

développement des lanceurs. Il s'agissait de bâtir un lanceur européen. Je ne sais pas si vous vous souvenez des aventures de la fusée Europa, avec ses trois étages : le premier construit par les Français, le deuxième par les Anglais et le troisième par les Allemands. Elle n'a jamais réussi à décoller ! Ce flop absolument fantastique a conduit beaucoup plus tard à la création de l'agence spatiale européenne, un très bel exemple de réussite européenne.

- 9 On retrouve un projet un peu analogue en astronomie, l'ESO³, avec l'objectif de partager les observatoires et de développer des observatoires européens. Mais, pour montrer que l'Europe n'était pas complètement mûre, lorsque le CNRS a voulu doter les astronomes français d'un grand télescope, Hubert Curien n'a pas trouvé de partenaire européen et s'est associé au Canada, d'où la construction du télescope CFH, Canada-France-Hawaï sur le Mona Kea, un volcan endormi des îles Hawaï.
- 10 Une remarque à ce stade : le CERN, l'ESRO ou – un de nos collègues⁴ en parlera – l'EMBO et l'EMBL résultaient d'accords intergouvernementaux. Ni le CNRS, ni le CEA n'étaient partie prenante. Ils se félicitaient de leur existence mais ils étaient à peine consultés. Le tournant a été l'Institut Laue-Langevin⁵ (ILL), fruit de l'amitié entre Louis Néel et Heinz Maier-Leibnitz. L'accord a été conclu entre les gouvernements en 1967 mais la conception, la gestion et le fonctionnement ont été confiés en France au CNRS et au CEA. La direction du CNRS s'est trouvée soudain au cœur d'une négociation internationale. Ce n'est pas la même chose de voir les choses de loin ou d'en être l'acteur principal ! J'ai pris le train en marche en 1969, lorsque je suis arrivé au département physique du CNRS, et j'ai découvert un projet fascinant avec des scientifiques de très haut niveau. Dans mon souvenir, c'est à peu près vers cette époque que le CNRS a vraiment pris très au sérieux les relations internationales, avec notamment la création d'un service qui leur était consacré...

Un service pour les relations internationales au CNRS

- 11 *Jacqueline MIRABEL* : Cette création s'est faite en 1965. Auparavant, il n'y avait au CNRS aucune structure dédiée spécifiquement aux affaires internationales. Pierre Jacquinet a décidé de créer un premier bureau. Il y avait une table vide et un papier, point. Il fallait donc tout faire. Jean Cantacuzène nous a beaucoup aidés parce qu'il avait été conseiller scientifique à l'étranger et, par son histoire personnelle, très sensible à l'international. J'ai d'ailleurs fait partie du premier groupe administratif sur les problèmes de l'ILL. Nous ne participions pas aux grandes réunions scientifiques mais nous essayions d'accompagner, de préparer les dossiers.
- 12 A l'époque, Pierre Jacquinet puis Hubert Curien ont fait le tour de l'Europe, pays par pays, pour essayer de trouver des partenaires. Les premiers accords portaient sur les échanges de chercheurs. Il y avait le problème des pays de l'Est. Pierre Jacquinet a souhaité commencer par la Pologne parce qu'il pensait que, dans une période de guerre froide où les difficultés politiques étaient grandes, le fait que les scientifiques se parlent, le fait qu'ils travaillent entre eux permettait de maintenir des liens, de pouvoir faire passer des messages.
- 13 *Robert CHABBAL* : Un des moteurs de ces accords a en effet été le fait que la direction du CNRS a trouvé extrêmement intéressant d'avoir des contacts avec un certain nombre des principaux organismes européens. Je me souviens par exemple de la visite d'Hubert Curien, entouré de trois ou quatre directeurs scientifiques, au *Science Research Council*

(SRC) avec Brian Flowers. Les Britanniques sont des gens qui savent extraordinairement bien recevoir ! Ces réunions, avec le SRC, la NSF⁶, la DFG⁷ et la Max Planck servaient à se renseigner mutuellement sur ce qu'étaient les meilleures pratiques en terme de financement ou de recrutement. Finalement, la politique scientifique a été correctement ou même fortement influencée par cette connaissance que la direction du CNRS prenait de ce qui se passait ailleurs. Ces rencontres permettaient également de bâtir des projets, et c'est ainsi que les Anglais ont rejoint l'ILL – vous savez que les Anglais ont cette habitude de rejoindre les projets une fois qu'ils ont été bien construits. L'Institut Laue-Langevin avait bien démarré, les Anglais sont arrivés en 1972. C'était trop tard pour les ingénieurs, mais en ce qui concerne les chercheurs, c'était extrêmement bien.

- 14 Il y a un autre projet, celui d'un observatoire sur les aurores boréales qui a été décidé avec le Royaume-Uni, les pays scandinaves et l'Allemagne. L'Allemagne était un partenaire très fort et très fidèle dans ces affaires. Les projets étaient toujours franco-allemands, plus un autre pays. Il y a eu avec la Max Planck la construction des observatoires radiofréquence. Une anecdote qui montre un peu la manière dont on sentait les choses : les Allemands proposaient un projet de parabole en Espagne, et les Français un projet d'une série d'antennes sur le plateau de Bure. Bernard-Paul Grégory, le directeur général du CNRS, a réuni un comité d'une dizaine d'astronomes internationaux et leur a demandé : « A votre avis, qu'est ce qui est le mieux ? ». Ils ont réfléchi et proposé de faire les deux, car les deux projets étaient non seulement intéressants, mais en plus très complémentaires. Un des résultats importants de ces échanges a été la proposition d'Hubert Curien de créer la Fondation européenne de la science (ESF).

La Fondation européenne de la science

- 15 *Jacqueline MIRABEL reprend la parole* : Je faisais partie du groupe de travail qui se réunissait une fois par mois avec le soutien de beaucoup de pays européens qui nous envoyaient leurs représentants. Le démarrage s'est fait dans de bonnes conditions, l'affaire s'est développée pendant plusieurs années, mais maintenant la situation est un peu moins florissante. Un certain nombre de sujets prioritaires ont été mis en place, avec des projets qui étaient financés à la carte, c'est-à-dire que seuls les pays intéressés par le sujet considéré pouvaient participer en apportant l'argent nécessaire. Il s'agissait d'une manière originale de travailler. Nous avons obtenu le siège à Strasbourg d'une manière qu'il ne faut surtout pas raconter.
- 16 *Robert CHABBAL* : Donc racontez-la !
- 17 *Jacqueline MIRABEL* : Comment Hubert Curien a-t-il obtenu le siège à Strasbourg ? Il y a eu cette journée extraordinaire de vote des représentants, pendant laquelle deux lieux sont arrivés *ex aequo* : l'un aux Pays-Bas et l'autre en France. La séance a été levée et quelqu'un est allé dire aux Norvégiens : « Vous n'allez quand même pas voter comme les Suédois ! » Au deuxième tour, leur voix s'est ainsi reportée sur Strasbourg qui a été retenue pour le siège de la fondation.
- 18 *Robert CHABBAL* : La Suède a toujours joué un rôle important. Lorsqu'on y allait, on se rendait compte que les Suédois étaient pionniers en termes de politique scientifique, de choix de sujets, de recrutement ou d'internationalisation. Je me souviens que j'y allais

presque tous les ans en ramassant des tas d'idées. La Suède était de loin le pays européen qui donnait le plus d'inspiration.

- 19 En ce qui concerne les réunions des directeurs d'organismes, voici une anecdote qui a eu des prolongements : vers 1979, Maier-Leibnitz a envoyé une invitation à plusieurs responsables internationaux pour fêter son départ à la retraite. Il y avait Atkinson pour la NSF, Lutz pour la Max-Planck, Flowers et le directeur du SRC côté britannique, Aigrain et moi pour la France. Nous nous sommes retrouvés au domicile de Maier-Leibnitz, car il était fin cuisinier – il a d'ailleurs écrit un livre de cuisine. Je répète que tout cela joue un rôle extrêmement important dans la construction d'une espèce de cohésion, de cohérence de politique scientifique. Peu de temps après, je suis allé à l'OTAN comme secrétaire général adjoint. Ayant trouvé cette formule intéressante, j'ai proposé aux directeurs d'organismes de se réunir régulièrement. Puisqu'ils avaient vécu cela une première fois, ils ont trouvé la proposition très bonne. Chaque année, donc, un responsable invitait les autres, la première fois à Oxford et puis cela a perduré très longtemps.

Le développement du « multi-bilatéral »

- 20 Alors vous me direz : « Et l'Union européenne, dans tout cela ? ». Je n'en ai pas dit un mot parce que, sauf dans le domaine de l'énergie et de la fission, les États considéraient qu'elle n'avait aucune légitimité à s'occuper de recherche. La commission avait bien sûr des ambitions. Elle y a mis le pied, petit à petit, d'abord en construisant le centre européen de recherche nucléaire à Ispra, en Italie, qui n'a jamais volé très haut. La Commission s'est également intéressée par la suite à l'énergie, au moment du choc pétrolier, en créant des actions concertées qui étaient les préalables à ce qu'a été ensuite le programme-cadre. A l'époque, je m'occupais du PIRDES⁸. Grégory m'a appelé en me disant : « Il faut que tu y ailles ». La réunion avait lieu dès le lendemain et, lorsque j'y suis arrivé, les participants m'ont salué : « Monsieur le président, bonjour ». Ils m'avaient bombardé président d'un groupe sur un système que je ne connaissais absolument pas, je ne savais absolument pas comment fonctionnait Bruxelles et je me retrouvais plongé dans le bain bruxellois ! Je me souviens encore de cette journée particulière. Il y avait notamment un Anglais. Je ne sais pas si vous avez eu affaire à un Anglais qui ne veut pas que les choses se fassent, mais ce sont des débateurs extraordinaires et pour arriver à faire avancer un projet quand il y a un Anglais qui n'est pas d'accord, ce n'est vraiment pas facile !
- 21 Qui disait Bruxelles disait gouvernement. Les organismes n'étaient pas directement impliqués. C'est d'ailleurs la raison fondamentale pour laquelle les directeurs d'organisme, comme Hubert Curien pour le CNRS, n'avaient pas tellement envie que se développe un programme européen. Entre eux, ils pouvaient créer des programmes communs sur lesquels ils avaient directement prise et qui leur paraissaient efficaces et dans l'intérêt des chercheurs. En revanche, Bruxelles leur semblait trop technocratique et ils freinaient des quatre fers lorsque la Commission essayait de créer quelque chose. Bref, on peut appeler cela le développement de l'aventure européenne, mais en fait c'est l'aventure internationale du CNRS au sein de laquelle s'est peu à peu dessinée une aventure européenne, avec l'aspect *Big Science* d'une part, et avec la collaboration des organismes d'autre part. Il s'agissait surtout d'un mouvement *top-down* à l'époque : les organismes avaient envie que se développe une recherche européenne, tandis que les

chercheurs poussaient beaucoup moins. Vous m'avez demandé de dire quelle était l'aventure européenne du CNRS : c'était l'Europe sans la Commission et c'était un développement progressif du bilatéral, du multi-bilatéral.

- 22 *Jacqueline MIRABEL* : Les institutions créées au niveau gouvernemental étaient pilotées par le ministère des Affaires Étrangères. Mais les organismes ont effectivement senti le besoin de s'entendre entre eux. Pour le projet de l'ILL, le problème était de savoir sous quelle forme nous allions construire cette structure. L'idée, venue à l'époque de Pierre Creyssel, est celle d'une société civile de droit français et installée en France, ce qui apporterait plus de souplesse.
- 23 J'aimerais également dire quelques mots au sujet du synchrotron. En 1975, c'est vous, M. Chabbal, qui avez signé la lettre désignant Yves Farge pour faire partie du groupe de travail sur le rayonnement synchrotron de la Fondation européenne de la science. C'est ainsi que l'histoire du synchrotron a débuté, autour de structures qui s'articulaient pour la concertation. Comment la décision a-t-elle été prise finalement ? Nous nous sommes tournés vers notre collègue belge pour animer un groupe de travail international qui avait pour mission de trouver les modalités de financement, mais à Bruxelles, personne ne répondait. Hubert Curien – et de cela j'ai un grand souvenir – est allé à Bonn rencontrer Heinz Riesenhuber, le ministre allemand de la Recherche, et les premières décisions ont été prises dans ce cadre franco-allemand, avec l'espoir que les autres pays suivraient, ce qui s'est produit par la suite.
- 24 Mais de tels projets mûrissent lentement. Cela n'a aucun sens d'exiger des chercheurs des comptes-rendus semestriels pour des projets communs : il faut 10 ans entre le moment où on commence à parler du synchrotron et le moment où on signe quelque chose, et puis il faut encore 10 ans pour construire et encore 5 ans pour que cela marche vraiment.
- 25 *Robert CHABBAL* : C'est le reflet d'une époque. Par exemple, dans les années 1970, il n'aurait pas été question de construire le synchrotron SOLEIL dans un cadre franco-français. Le GANIL a été une exception, mais la règle générale était celle des accords européens, comme pour le rayonnement synchrotron dont Pierre Papon et Yves Farge parleront à leur tour⁹.
- 26 *Jacqueline MIRABEL* : Je souhaitais faire une deuxième remarque : comment pouvait-on, au niveau administratif, amener petit à petit les chercheurs à avoir envie de travailler en Europe ? Ce sont les directeurs généraux successifs qui ont fait en sorte que les relations internationales disposent d'un budget représentant le dixième environ de ce que les laboratoires dépensaient au point de vue des missions. Il s'agissait d'un financement qui venait s'ajouter aux crédits des laboratoires. Des gens m'en parlent encore cinquante ans après : je rencontrais quelqu'un dans le couloir et je lui disais « est-ce que cela vous intéresse d'aller travailler à Londres car il y a des bourses disponibles et cela ne va rien coûter à votre laboratoire ? » Peu à peu, l'offre a créé le besoin, et cela continue encore.

La coopération en sciences sociales

- 27 *Edmond LISLE* : Côté SHS¹⁰, deux ou trois dates méritent d'être citées. La première est 1963, lorsque la France fait prendre à l'UNESCO la décision de créer le Centre européen de coordination de recherche et de documentation en sciences sociales ou, pour être

plus bref, le Centre de Vienne. L'idée était d'associer des chercheurs en sciences sociales de tous les pays européens, de l'Ouest comme de l'Est, pour franchir le rideau de fer. Un comité a été créé et, pendant longtemps, le représentant français était le sociologue Jean Stoetzel. Deux ou trois ans après mon arrivée à la direction scientifique du CNRS en 1974, Jean Stoetzel a voulu prendre sa retraite et j'ai été désigné comme son successeur au centre de Vienne. J'ai occupé ce poste jusqu'en 1980, en participant à deux réunions par an en vue de promouvoir la coopération et les recherches en commun des deux côtés du rideau de fer, l'une dans un pays de l'Europe de l'Est, parce qu'ils n'avaient pas les crédits pour voyager, et l'autre à Vienne.

- 28 La première grande enquête internationale soutenue par le centre de Vienne avait été lancée en 1968 ou 1969, sur le « budget temps » dans une quinzaine de pays des deux côtés du rideau de fer. L'enquête portait sur un échantillon de 2 000 personnes par pays, sur leur emploi du temps pendant 15 jours à partir d'un questionnaire unique : que faites-vous, à quelle heure vous levez-vous, combien de temps passez vous à la toilette, au repas, aux voyages, etc. Une enquête « budget temps » à l'échelle de toute l'Europe, c'était politiquement peu sensible et pouvait donc passer. Ensuite, il y a eu beaucoup d'autres programmes, dont l'un que j'ai personnellement lancé en ma qualité de Directeur du CREDOC, juste avant mon arrivée à la direction scientifique du CNRS : une enquête sur la consommation dite élargie, c'est à dire la somme de la consommation marchande et non-marchande. Là, les échantillons ont porté sur un petit nombre de pays, trois à l'Ouest (la France, la Suisse et l'Italie) et cinq à l'Est (l'Allemagne de l'Est, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'URSS) pour la période 1958-1968. Il s'agissait plutôt d'une analyse macroéconomique qui a également intéressé Jacques Delors, à l'époque chargé des affaires sociales au Commissariat au Plan. Nous avons mis en évidence le fait que dans tous les pays d'Europe de l'Ouest, la consommation marchande avait baissé au profit de la consommation non marchande, c'est-à-dire l'éducation, la santé ou le soutien au logement, fournis de plus en plus par les services sociaux ou l'État. Au contraire, dans les pays d'Europe de l'Est, cette décennie mettait en évidence un accroissement de la consommation marchande. Les courbes de la consommation marchande et non marchande évoluaient en sens inverse de part et d'autre du rideau de fer. Les résultats de cette recherche ont été publiés sous le titre *Consumption Patterns in Eastern & Western Europe, an Economic Comparative Approach* (Pergamon Press, Oxford, 1979). Voilà le type de travail qui était soutenu par le Centre de Vienne. A la base, il y avait la conception très fondamentale que pour la recherche en sciences sociales, les enquêtes sur le terrain sont l'instrument de travail. Il fallait absolument développer la comparaison internationale, une comparaison vitale pour le progrès des connaissances en sciences sociales.
- 29 Quant à la Fondation européenne de la science que vous avez évoqué plus tôt, il a été question, au milieu des années 1970, de créer une section sciences sociales à la Fondation. Je me souviens d'une première réunion à laquelle j'avais participé en tant que directeur scientifique au CNRS. Elle était organisée à Stockholm et Jean-Jacques Salomon en était un des acteurs très influents. J'y ai fait la connaissance de Monique Flasaquier, qui a joué un rôle fondamental à Strasbourg. Nous avons constitué cette section sciences sociales au sein de la Fondation européenne de la science, qui a commencé à se réunir à partir de 1978-1979. On y retrouve le phénomène de concertation entre les responsables d'organismes. Mes deux principaux partenaires ont été Michael Posner, *Chairman* du *Social Science Research Council* britannique, et Renate

Mayntz, la responsable en sciences sociales au sein de la DFG. Nous avons le pouvoir de décision et celui d'affecter les moyens. L'un des premiers programmes que nous avons lancés était de soutenir une recherche sur la Chine. Nous nous étions aperçus qu'il y avait à l'époque en Europe au maximum 200 sinologues, alors qu'aux États-Unis, ils étaient deux ou trois mille. Les Néerlandais nous ont rejoints et, en réunissant les forces et les compétences en recherche sur la Chine des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la France, le potentiel était suffisamment significatif pour nous permettre de lancer un grand programme. Les débuts de la coopération avec la Chine ont commencé grâce à cette initiative de la Fondation européenne de la science en sciences sociales.

« Il ne faut surtout pas que Bruxelles s'en mêle ! »

- 30 *Denis GUTHLEBEN* : Qu'est-ce qui a contribué à réconcilier le CNRS et Bruxelles ? Comment peut-on expliquer que Curien était un directeur général aussi méfiant vis-à-vis de Bruxelles, avant de devenir un ministre aussi convaincu ?
- 31 *Robert CHABBAL* : Avec le temps, les choses sont devenues plus concrètes. A l'époque, les communautés n'avaient pas de légitimité à faire de la recherche. Les organismes n'ont pas fait pression auprès des gouvernements pour impliquer Bruxelles. En revanche, il y a eu une pression des industriels, avec Etienne Davignon, pour créer le programme cadre, avec de la recherche finalisée, mais il a fallu attendre une période toute récente pour que la commission trouve aussi légitime de s'occuper de recherche fondamentale. Le mot-clé dans toutes ces affaires, c'était la compétitivité. Avant Lisbonne, nous n'avions pas réussi à persuader les gouvernements que la recherche fondamentale pouvait jouer ce rôle. On nous expliquera au fil des séminaires comment les choses ont évolué. Pour ma part, je vous ai donné un point de départ dans lequel Bruxelles ne jouait aucun rôle, mais où les directeurs d'organismes aimaient à dire, comme Curien ou Grégory : « Il ne faut surtout pas que Bruxelles s'en mêle ». Et ils le disaient ouvertement !

L'Europe de la guerre froide

- 32 *Corine DEFRANCE* : Je suis très frappée car vous avez insisté à plusieurs reprises sur le sentiment d'une communauté scientifique internationale, sur les relations en temps de guerre froide avec l'Europe de l'Est, vous avez cité le cas de la Pologne, vous avez cité le cas du Centre de Vienne, mais il me semble aussi que la guerre froide, que l'anticommunisme ont été de puissants facteurs de construction de cette Europe de la recherche. Je pense au lancement de Spoutnik, par exemple, ou à l'accueil par le CNRS de chercheurs de l'Est après les événements de 1956 ou de 1968.
- 33 *Robert CHABBAL* : Je ne dis pas que c'est complètement exclu, mais je ne l'ai pas du tout vécu comme cela. Même les bourses de l'OTAN n'étaient pas conçues comme une opération politique. Mme Mirabel a dit le souci qu'on avait eu à garder des liens avec des pays comme la Pologne ou la Hongrie. Les Soviétiques, à l'époque, avaient insisté pour garder des liens. Mme Mirabel et moi avons fait un voyage épique en Union soviétique. Il faut dire qu'à l'époque, quand on vivait en France et qu'on débarquait en URSS, le choc était extraordinaire.

- 34 J'ai décrit la communauté internationale comme une affaire de chercheurs. Les chercheurs, colloque après colloque, rencontre après rencontre, sentaient que leur vraie famille était cette communauté internationale. Telles que je les ai vécues, la construction des comités internationaux et la mise en place des relations entre les organismes n'ont pas été faites contre le système soviétique. Dans les années 1980, quand j'ai rejoint l'OTAN, il y avait naturellement au niveau politique une forme de méfiance vis-à-vis de l'URSS. Je leur disais, d'après la connaissance qu'on avait de ces phénomènes : « Mais vos craintes sont complètement infondées, car dans le système industriel tel qu'il se développe, les Russes sont complètement battus d'avance ». Cela paraissait évident quand on voyait la manière dont les choses se développaient en Europe et aux États-Unis.
- 35 *Pierre PAPON* : Les choses sont un peu différentes dans le domaine spatial. Il est vrai que la guerre froide a joué un rôle, après le lancement du Spoutnik, dans la genèse de la NASA aux États-Unis ou dans le flop de l'ELDO en Europe, dont tu as parlé. Il y a eu tout un débat sur l'indépendance ou l'autonomie européenne en matière de lanceur, à la fois vis-à-vis de l'Union soviétique mais aussi des Américains. L'OTAN étant – si je puis dire – dans le jeu de la guerre froide, un des outils ou une alliance dans le conflit est-ouest. Un article sur la genèse des programmes spatiaux européens a été publié dans la *Revue d'histoire de l'intégration européenne* au moment du 50^e anniversaire du Traité de Rome. Il précise que ce problème a été évoqué dans le contexte de la guerre froide et a influencé en Europe la genèse de l'ESA¹¹. La France, avec des scientifiques comme Pierre Auger et d'autres, a poussé pour qu'il y ait une autonomie, une indépendance de l'Europe en matière de lanceur.
- 36 *Robert CHABBAL* : Comme le CERN a été une aventure européenne pour éviter le départ des chercheurs vers les États-Unis.
- 37 *Pierre PAPON* : Sauf que les Américains ont pesé pour créer le CERN, dont le premier directeur était américain.
- 38 *Robert CHABBAL* : À mes yeux, il s'agissait plus de l'indépendance de l'Europe que de l'opposition vis-à-vis de l'Est.
-

NOTES

1. ESRO : *European Space Research Organisation*.
 2. ELDO : *European Launching Development Organisation*.
 3. ESO : *European Southern Observatory*.
 4. Voir l'article de M. Morange dans ce dossier (NDLR).
 5. Voir l'article de B. Jacrot dans ce dossier (NDLR).
 6. NSF : *National Science Foundation*.
 7. DFG : *Deutsche Forschungsgemeinschaft*.
 8. PIRDES : Programme interdisciplinaire de recherche pour le développement de l'énergie solaire.
-

9. Les interventions de Pierre Papon et Yves Farge feront chacune l'objet d'un article dans la deuxième partie de ce dossier (NDLR).

10. C'est-à-dire les anciens Départements Sciences Humaines et Sociales du CNRS, aujourd'hui Institut des Sciences Humaines et Sociales.

11. ESA : Agence Spatiale Européenne.

RÉSUMÉS

Après avoir passé plus de dix ans en tant que chercheur au Laboratoire Aimé Cotton, Robert Chabbal en prend la direction en 1962. En 1969, il est nommé directeur des sciences physiques au CNRS, avant de devenir directeur général de l'organisme en 1976, et ce jusqu'en 1979. Son témoignage rend donc compte de trois décennies de présence au CNRS. Acteur majeur de cette période, il explique comment les chercheurs européens ont pris conscience de la nécessité de travailler ensemble, et quels ont été les premiers fruits issus de la coopération européenne.

After a decade as a researcher at the Laboratoire Aimé Cotton, Robert Chabbal became manager of the laboratory in 1962. In 1969 he was appointed Director of Physical Sciences at the CNRS before becoming the CEO of the organization in 1976, until 1979. His testimony reflects a thirty year presence at the CNRS. As the major player he was in this period, he explains how European researchers realized the need to work together, and what were the first projects ensuing from European cooperation.